

Le dilemme fascisme-antifascisme qui plane encore aujourd'hui sur l'émigration a eu son expression de « gauche » dans la formulation simpliste de « l'antifascisme de classe ». Les deux termes de cette formule s'opposent irréductiblement car la classe est évidemment l'opposé radical d'un conglomérat politique qui se constitue précisément sur la base de la disparition de toute frontière de classe en vue de donner vie aux « syndicats des persécutés » par le fascisme. Lors de la troisième période le centrisme sortit le dilemme fascisme-communisme, dilemme qui, au point de vue théorique, n'est pas correct parce qu'il oppose un type de gouvernement (le fascisme) à un type de société (le communisme). Une politique communiste aurait quand même pu s'exprimer au travers ce dilemme mais à la seule condition de bien indiquer par le terme « communisme » la seule classe capable de lutter pour celui-ci : le prolétariat. Dans ces conditions, le danger ne se serait pas présenté de considérer que l'interdiction des partis démocratiques et surtout ceux de la social-démocratie puissent signifier leur évincement définitif de la scène historique. Nous avons vu qu'après avoir accompli un rôle important pour permettre la victoire du fascisme, ces partis, même lorsqu'ils sont interdits par les lois exceptionnelles continuent à remplir une fonction nettement capitaliste. Toutes les positions qu'ils défendent consisteront à appeler les masses à s'écarter du seul terrain qui puisse mettre en danger le capitalisme et la forme fasciste qu'il a dû adopter dans les circonstances historiques actuelles. Il sera permis d'élever les hauts cris contre les méfaits du gouvernement fasciste, de parler de lutte armée sans exclure en principe les attentats individuels, mais tout cela sera fait pour que les ouvriers ne se concentrent pas autour de la lutte pour leurs revendications partielles. Cette dernière étant la seule forme de mobilisation du prolétariat, les partis démocratiques qui agissent afin d'éviter que la classe ouvrière ne s'oriente vers cette direction (tout interdit qu'ils sont par les lois exceptionnelles) resteront des forces complémentaires à la disposition du capitalisme et pour la survivance du fascisme. Mais ces forces qu'actuellement le capitalisme tient surtout en réserve, sont appelées à jouer à nouveau un rôle très important dans les nouvelles situations révolutionnaires. Celles-ci surgiront de l'écllosion des contrastes inhérents à la société capitaliste ce qui permettra au prolétariat de se jeter encore une fois dans la bataille sociale. Mais à ce moment les « antifascistes » feront grand commerce des persécutions qu'ils ont endurées, cela pour obtenir la confiance des masses sur la base d'un programme d'Assemblée Constituante ou même soviéti-

que, mais laissant toujours debout le régime capitaliste et sa base : la propriété privée. Le dilemme fascisme-communisme, peut donc désarmer le prolétariat pour les batailles futures.

S'il est vrai que contre le fascisme la social-démocratie loin de représenter un élément de lutte, représente un facteur de son évolution et de sa victoire, il est tout aussi vrai que dans une situation différente la social-démocratie se prévaudra de son « antifascisme » pour revivre à nouveau dans l'intérêt du capitalisme. L'expérience de l'Allemagne nous prouve qu'il n'y a qu'un seul instrument dont peut se servir le prolétariat pour empêcher cette résurrection de la social-démocratie : c'est son parti de classe dirigeant les mouvements issus des bases antagonistes de la société capitaliste vers la victoire et l'instauration de la dictature du prolétariat. Il est évident que les organisations de la classe ouvrière, en Italie, aussi bien qu'à l'étranger ont pour devoir de ne pas seulement borner les mouvements de solidarité aux militants appartenant exclusivement au parti, mais s'ils doivent inscrire sur le drapeau de l'agitation pour les victimes politiques, le nom de ceux qui tombent pour le programme « antifasciste », ils ne peuvent nullement en épouser les positions politiques et cela sera d'autant plus possible que ces agitations seront menées — pour pouvoir embrasser l'ensemble des masses — par les organisations syndicales et en liaison avec les mouvements revendicatifs de chaque pays.

Le centrisme a donné au dilemme : fascisme-communisme, l'interprétation qui devait le disqualifier définitivement. En effet, ce dilemme prenait la signification suivante : communisme = centrisme et tout ce qui subsistait après cette élimination à froid n'était que du fascisme : la social-démocratie tout aussi bien que notre fraction. Cette caricature devait faciliter le jeu des social-démocrates pouvant facilement se laver de l'accusation d'être des fascistes, et qui en profitèrent pour se laver également de toutes les accusations que fort justement les communistes avaient lancées contre eux.

La formule centrale pouvant embrasser les événements italiens reste donc celle qui contient les deux alternatives capitalisme—communisme. Cela permet de pousser les ouvriers à comprendre le processus compliqué de la lutte qu'ils doivent mener et qui consiste à se débarrasser des social-démocrates, non seulement, lorsqu'ils parlent de révolution (comme il en fut le cas après les lois exceptionnelles), mais aussi lorsqu'ils parleront de réaliser des réformes au moment où les prolétaires auront pris les armes.

La seule position marxiste en face des lois exceptionnelles consiste donc dans l'établissement

d'un front commun de lutte de tous les ouvriers sur la base des revendications partielles. Cette lutte représente également la seule base de lutte contre le fascisme; les fanfaronnades social-démocrates sur la lutte révolutionnaire pour la Constituante n'ont d'autre fonction que de lancer des gaz fumigènes afin que les ouvriers ne retrouvent pas le chemin où peut se développer leur combat. Toutefois cela ne signifie nullement que, malgré les lois exceptionnelles, des conditions existent pour la création d'organisations syndicales illégales. Pour des fins de réclame des bonzes centristes à l'étranger ont souvent parlé des batailles déchaînées en Italie par les syndicats, mais en réalité les rares mouvements grévistes que les ouvriers ont opposés au plan de famine du fascisme, ont toujours été spontanés et n'ont jamais été déterminés soit par décisions d'instances syndicales illégales inexistantes, soit par celles (malheureusement par trop existantes) provenant des Bureaux à l'étranger.

Le capitalisme ne peut parvenir à anéantir la lutte de classe : celle-ci étant engendrée par les bases mêmes du mode de production bourgeois. Mais il peut parvenir à suspendre, pendant une période déterminée, la manifestation de la lutte de classe. Il ne s'agit pas, bien sûr, d'un pouvoir diabolique dont disposerait la bourgeoisie, mais de la nature particulière d'une situation donnée. Dans l'après-guerre les situations italiennes ne pouvaient se dérouler qu'autour de termes extrêmes, et cela à cause de tous les précédents que nous avons déjà examinés. Révolution ou guerre, étaient des alternatives emprisonnant toute la vie politique et donnant leur expression aux luttes de classe. L'occupation des usines, en 1921, avait signifié le terme des luttes ouvrières se dirigeant dans le désordre chaotique déterminé par l'absence du parti de classe du prolétariat. Après cette défaite, se présentait pour le capitalisme le danger que les nouvelles batailles se déroulant après la fondation du parti communiste ne prennent directement une orientation révolutionnaire et ne se dirigent vers l'instauration de la dictature du prolétariat. L'issue des situations vers la révolution avait pu être évitée par le capitalisme, mais cela ne changeait rien aux caractères fondamentaux de la période qui continuait à se diriger vers ses solutions extrêmes. Le capitalisme, pour dominer ces circonstances, ne pouvait recourir à aucune manœuvre et devait s'acheminer vers la préparation immédiate des conditions politiques pour la guerre : en premier lieu vers l'anéantissement de toute possibilité de vie ouvrière.

La conception qu'en dehors de la guerre il est impossible d'abattre le fascisme est très répandue

en Italie. Nous savons bien qu'il existe une cohorte interminable de moralistes soi-disant marxistes et qui diront que cette position de pessimisme n'est, en définitive, qu'une aide au fascisme. Mais, à notre avis, il s'agit de donner une explication réelle à cette position qui s'est répandue immédiatement après la proclamation des lois exceptionnelles et qui conduisit pas mal de centristes (sans parler des démocrates et social-démocrates) à saluer les complications des rapports franco-italiens en novembre-décembre 1926. Il est évident que cette tension impérialiste fut une expression naturelle de la situation qui s'exprime par la proclamation des lois exceptionnelles (exactement à la même époque). Mais la position du prolétariat consistait uniquement dans une lutte simultanée contre les deux impérialismes et ne pouvait nullement être fonction des prétendues vertus révolutionnaires de la guerre ou de la victoire de l'impérialisme français. Nous constaterons d'ailleurs en Allemagne un schéma analogue des événements et chaque nouvelle vague de répression violente contre la classe ouvrière exprimera simultanément à une manifestation d'opposition de l'impérialisme du Reich au capitalisme d'autres pays.

La nécessité de passer à une organisation politique pour la guerre alors que les conditions pour le déchaînement du conflit n'existent pas encore à l'échelle mondiale, cette caractéristique essentielle de la situation s'exprime par une notion courante parmi les masses en Italie. Il ne s'agit pas de s'élever en moralistes contre cette conception, mais de lui donner une expression politique. Celle-ci nous semble être la suivante : toute manifestation de la lutte de classe est immédiatement une lutte contre la guerre et pour la révolution. Déclencher une grève c'est réaliser une position d'attaque contre le système capitaliste dans son ensemble et cela rend impossible toute existence d'organisations syndicales de masse. D'ailleurs un examen, même hâtif, de ces mots « organisation syndicale de masse » prouve leur inconsistance et le profit que peut en tirer la provocation policière. En effet, ou bien les conditions existent pour une organisation de masse et alors l'illégalité ne se conçoit pas, ou bien la nécessité de l'illégalité existe (comme c'est le cas dans les pays fascistes) et alors l'action clandestine devient impossible au sein d'organisations s'ouvrant à tous les ouvriers.

Mais l'impossibilité de fonder des organisations de masse ne comporte nullement l'extinction de toute l'activité syndicale et politique. Par exemple dans tous les pays, lors de la guerre, l'impossibilité de faire vivre des syndicats de masse existera, mais même au cours du conflit (nous voulons parler ici de la deuxième phase après que l'œuvre d'ivresse nationaliste aura